



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2508
26 août 2016
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Face aux politiciens serviteurs du patronat

Affirmer le camp des travailleurs

SFR

Les effets
de la loi travail

page 3

Crise du lait

Les éleveurs
contre les trusts

page 5

Haiti

L'ONU
et le choléra

page 7

SFR : les effets de la loi El Khomri

Ce qui se passe chez SFR, le deuxième opérateur de téléphonie avec ses quelque 15 000 salariés, illustre les effets dévastateurs de la loi El Khomri, et de celles qui l'ont précédée, et la nécessité de continuer le combat pour son abrogation.

En octobre 2014, l'autorité de contrôle des télécommunications donnait son aval au rachat de SFR par Numéricable. Le gouvernement se disait alors garant de ce rachat car, disait-il, Numéricable s'était engagé à garantir tous les emplois pendant au moins trois ans. En fait, comme dans la plupart des fusions, Numéricable, en rachetant une entreprise dix fois plus grosse qu'elle, sans avoir le moindre centime pour la payer, ne visait qu'une chose : faire un profit financier le plus rapide possible... aux dépens des salariés. Depuis cette date, Numéricable a violé sans se gêner tous les engagements pris, sans réaction du gouvernement. Et puis, fin juillet, son patron, Drahi, a

annoncé qu'il allait supprimer d'ici 2017 le tiers des effectifs, soit 5 000 salariés. Il s'agit du plus important plan de suppression d'emplois depuis le scandale de Mory-Ducros, avalisé par Montebourg.

Et il se trouve que Numéricable, grâce à la loi El Khomri et aux lois passées sous Ayrault et Valls, se trouve libéré de toutes obligations et justifications légales. Pour justifier des licenciements, sans possibilité de les contester devant la justice, il suffit d'avoir une baisse des commandes ou du chiffre d'affaires pendant trois trimestres : les conditions sont ici réunies. Et si Drahi échappe à l'obligation de présenter un plan social avant de procéder à la suppression d'un tiers

des effectifs, c'est grâce aux lois passées sous Montebourg, Rebsamen, Ayrault, Macron et Valls qui le permettent si, comme c'est le cas, l'employeur prétend obtenir des départs « volontaires ». Et il est révoltant d'entendre El Khomri oser s'indigner de ce comportement, alors qu'elle et ses collègues sont, d'une part, restés sans réagir à toutes les autres violations de ses engagements par Drahi et ont de plus légalisé de telles pratiques.

S'ajoutant aux précédentes, la loi El Khomri, que le gouvernement s'est empressé de faire publier au Journal officiel en plein mois d'août, renforce le pouvoir dictatorial des employeurs. Il est nécessaire de se faire entendre contre tout ce qui renforce l'arbitraire patronal. La journée de grève et de mobilisation du 15 septembre sera l'occasion de le montrer.

Paul Sorel



..... Fil rouge

La crise, quelle crise ?

Pour les actionnaires, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Les sommes publiées par le gérant d'actifs Henderson Global, lundi 22 août, peuvent donner le vertige... Entre avril et juin 2016, ce sont 421,6 milliards de dollars (soit 373 milliards d'euros) qui ont été distribués aux actionnaires de la planète, un montant en hausse de 8,5 milliards (soit 2,3 %) par rapport à la même période en 2015.

La France est dans le wagon de tête de l'augmentation des dividendes versés. Pour les grands groupes capitalistes français, tout va pour le mieux. Pendant la même période, les profits des groupes du CAC 40 ont grimpé de 11,2 % ! Ce sont évidemment les actionnaires les plus riches qui ramassent le plus gros du pactole réalisé sur l'exploitation des travailleurs du monde entier.

Jeu de la vérité au Puy du Fou

En visite au parc d'attraction du Puy du Fou,

Macron a déclaré : « Je ne suis pas socialiste. » Ne voulant pas être en reste, De Villiers, le politicien d'extrême droite maître des lieux, a avoué que ce n'était pas le vrai Vercingétorix qu'on voyait sous le casque.

Seuls des enfants très jeunes ou des adultes très naïfs ont pu s'étonner de ces révélations.

Elle préfère les ours

Segolène Royal, la ministre de l'Écologie, est allée prendre le frais dans l'Arctique. Elle s'y rend pour vérifier les effets néfastes du réchauffement climatique et a pu constater que le glacier régresse et a perdu des centaines de mètres. Elle visitera aussi le laboratoire marin de l'Institut polaire norvégien où elle va observer la vie des ours, des morses et des cétacés. Cela ne changera rien aux problèmes de la banquise, mais elle aura réussi à faire parler d'elle en pléines vacances, tout en évitant l'affrontement avec les écologistes sur l'enfouissement des déchets de Bure.

Chez les ours, au moins, il n'y a pas de manifestants.

CICE : encore des milliards offerts aux actionnaires

À l'approche des présidentielles, Hollande a annoncé des mesures fortes pour relancer l'économie... ou en tout cas les cadeaux au patronat comme la revalorisation du CICE.

Ainsi le taux, en métropole, de reversement par l'État du CICE passerait de 6 à 7 % de la masse salariale. Cela augmenterait de 4 milliards le montant de cette aide à fonds perdus. Déjà plus de 40 milliards ont été ainsi distribués aux entreprises, c'est-à-dire à leurs actionnaires, depuis son institution en 2013. Pour son plein rendement en 2016, le montant devrait se monter à 20 milliards d'euros. Fait exceptionnel, les entreprises peuvent recevoir

le chèque avant même d'avoir finalisé leur déclaration. Non seulement aucune contrepartie n'est exigée, mais les services fiscaux ont l'ordre de donner priorité au paiement de celle-ci. À cela s'ajoute, comme le gouvernement aime à le rappeler dans ses communications aux patrons, les 9 milliards d'allègements supplémentaires de charges en faveur des entreprises. Les territoires d'outre-mer ont eux une avance, car leur taux de reversement du CICE se monte déjà à 7,5 % de la masse salariale et doit passer à 9 %.

Depuis 2013, les chefs d'entreprise ont encaissé cette manne et l'ont fait rentrer dans leurs

comptes, tout en continuant à licencier sans retenue. Deux choses ont augmenté largement : d'un côté, les dividendes versés aux actionnaires qui ne font rien qu'accumuler toujours plus d'argent et, de l'autre, la misère qui s'enracine de plus en plus. Hollande et tous ceux des grands partis qui concourent à l'élection présidentielle annoncent qu'ils continueront à dilapider l'argent public en faveur du patronat et des actionnaires. Et c'est à la population laborieuse qu'ils entendent faire payer tous ces cadeaux, puisqu'ils prétendent en même temps lutter contre le déficit de l'État.

P.S.

AGENDA

Fêtes régionales Lyon

24 et 25 septembre Saint-Priest, Espace Mosaïque
Allocution de Nathalie Arthaud le samedi

Toulouse

24 et 25 septembre Hall 8, Parc des expositions
Allocution de Nathalie Arthaud le dimanche

Tours

Samedi 1^{er} octobre
Salle des Fêtes de Saint-Pierre-des-Corps (près de la mairie)
Allocution de Nathalie Arthaud à 18 h 30

Réunion publique de Nathalie Arthaud candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle

à Paris

vendredi 30 septembre à 20 h 30
au Cirque d'Hiver - Bouglione

110, rue Amelot, Paris 11^e - métros Filles-du-Calvaire ou Oberkampf

Entrée gratuite

Sarkozy candidat : la vis sans fin des présidents

Sarkozy, dont la candidature présidentielle est évaluée dans tous les sondages et discutée par tous les commentateurs depuis bientôt deux ans, vient donc d'annoncer qu'il se présentait en 2017. Son programme n'a pas de quoi surprendre, il reprend les attaques contre les travailleurs au point où Hollande les a laissées, après les

avoir lui-même reprises des mains de Sarkozy.

Les licenciements seront encore plus facilités, les variations horaires laissées au plein gré du patron, les possibilités d'action syndicale restreintes. Les cotisations sociales des entreprises seront réduites, l'impôt sur la fortune supprimé, le CICE, cadeau inventé par Hollande, sera

doublé. Les fonctionnaires seront moins nombreux et travailleront plus. L'âge de la retraite sera porté à 64 ans. Les indemnités de chômage diminueront, la chasse aux pauvres redoublera.

Pour le reste, Sarkozy fait son petit solo dans le répugnant chœur anti-immigré, islamophobe et raciste auquel participent

tous les politiciens, du PS au FN. Et, sans doute pour montrer son dynamisme légendaire, il saupoudre sa prose d'expressions comme « la France exige qu'on lui donne tout. J'ai senti que j'avais la force pour ce combat. » Il y a peu de chances pour que « la France » lui réponde: « Merci pour ton effort ».

Hollande avait gagné

en 2012 sur le simple fait qu'il n'était pas Sarkozy. Sarkozy espère l'emporter en 2017 par la seule vertu de n'être ni Hollande, ni Le Pen. De toute façon, celui qui sortira du chapeau appliquera le programme nécessaire au grand patronat: pressurer de plus en plus le monde du travail.

Paul Galois

Bousculade à la mangeoire : Montebourg se déclare

Misant sur le dégoût que provoque la politique de Hollande, Montebourg a déclaré dimanche 21 août : « Il m'est impossible, comme à des millions de Français, de soutenir l'actuel président de la République. »

Pas grand-chose par contre sur son soutien à Hollande en 2012 et le bilan de ses 27 mois au gouvernement en tant que ministre du Redressement productif. Et encore moins sur le fait qu'il a cautionné la politique d'austérité contre les travailleurs, la loi de sécurisation de l'emploi et qu'il s'est aplati devant les patrons licenciés de Mittal ou de PSA, après avoir assuré de son soutien les travailleurs en lutte contre la fermeture de ces entreprises.

Le seul retour de

Montebourg sur son passage au gouvernement consiste à expliquer, avec la modestie qu'on lui connaît: « La faute que j'ai commise, c'est celle de n'avoir pas réussi à infléchir, corriger, convaincre. »

Corriger et convaincre de quoi? Son « projet France » promet de lutter contre le chômage, mais bien sûr sans jamais s'en prendre aux profits des patrons, qu'il propose lui aussi d'arroser de subventions, directes ou indirectes. Comme bien d'autres politiciens, il explique réserver ses mesures

d'aides aux PME, qui seraient créatrices d'emplois. Et quand il évoque la nationalisation éventuelle de certaines entreprises, dont les banques, il s'agit pour l'État de prendre en charge des secteurs en difficulté ou non rentables, en les renflouant et en indemnisant leurs actionnaires.

Côté sécuritaire, le champion du made in France propose un hochet de plus: rétablir un service civil ou militaire obligatoire de six mois pour les filles et les garçons.

Dénoncer Hollande et sa « trahison des espoirs », se dire « socialiste, mais pas seulement », brandir le made in France en y ajoutant un couplet sécuritaire: Montebourg le démagogue essaie

de ratisser aussi large que ses concurrents, avec des discours qui ne peuvent que décevoir les électeurs

populaires qui auraient la faiblesse de lui faire confiance.

Aline Urbain

L'Elysée reçoit les médaillés



« Pas de bol » pour Hollande, ou pour les millions de chômeurs ?

Interrogé par deux journalistes qui publient un livre intitulé *Conversations privées avec le président*, François Hollande a estimé: « Je n'ai pas eu de bol sur le chômage. »

À l'évidence, le sort des millions de personnes qui se retrouvent sans emploi n'a jamais fait partie de ses préoccupations, et il n'a jamais eu l'intention d'empêcher le moindre licenciement. La loi travail, au contraire, les facilite. Mais,

ayant conditionné sa candidature pour la présidentielle de 2017 à l'inversion de la courbe du chômage, il juge que c'est une malchance... pour lui.

Il compterait maintenant sur son plan massif de formation de 500 000 chômeurs pour inverser la courbe. Mais si c'était le cas, ce ne serait qu'une baisse statistique, les chômeurs entrant en formation n'étant plus comptabilisés,

sans pour autant être assurés d'avoir un emploi à la fin de leur formation.

Les licenciements, les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois ne sont pas le résultat de la fatalité ou une question de malchance. C'est la politique du patronat, qui fait payer au monde du travail le maintien de ses profits. Et Hollande, en exécutant docile, le sait bien.

Hélène Comte

Prime embauche PME : ça fait cher du cadeau

Deux milliards d'euros sur trois ans, c'est ce que devrait dépenser l'État pour financer la prime à l'embauche pour les PME, lancée en janvier dernier et confirmée en juin par Hollande.

L'impact de cette prime temporaire de 500 euros par trimestre versée pendant deux ans aux PME de moins de 250 salariés qui embaucheraient, en CDI ou en CDD de plus de

six mois, vient d'être évaluée dans une publication ministérielle, *Trésor-Éco*. Elle se traduirait peut-être, à terme, par la création de 60 000 emplois, soit, en gros, l'équivalent de deux mois moyens de suppressions d'emplois.

On est loin du million d'emplois qui auraient dû être créés avant la fin de 2016 grâce à cette mesure, à en croire Hollande en janvier. D'autant plus loin

que, selon le ministère du Travail, un bon tiers des CDI et trois quarts des CDD de plus de six mois sont rompus la première année. La conclusion de l'étude est d'ailleurs que « la prime étant temporaire, l'impact sur le niveau d'emploi s'annulerait à l'horizon de cinq ans » après n'avoir eu quelque effet... qu'en 2017!

Viviane Lafont

Auvergne-Rhône-Alpes : une des régions les pires pour les SDF en été

En hiver, il est déjà bien difficile de trouver un hébergement par le 115 pour les sans-abri. Mais l'été c'est pire, car des milliers de places sont fermées.

D'après une étude de la Fnars (Fédération nationale des associations de réinsertion sociale), au mois de juillet, 55 % des 21 506 personnes qui ont appelé le 115 n'ont pu être hébergées. Sur les huit départements les pires, cinq sont situés en Rhône-Alpes: Rhône, Isère, Loire, Drôme et Haute-Savoie, avec moins de 20 % d'hébergés parmi les personnes ayant appelé. À Lyon, la situation a même empiré avec la fermeture définitive, il y a quelques mois, de l'un des deux établissements de bains-douches de la ville, la municipalité ne voulant pas faire la dépense d'une réfection.

Pourtant les besoins

sont les mêmes en été, et de plus en constante augmentation. Selon un représentant lyonnais du foyer Notre-Dame-des-sans-abri, « en été il y a autant de morts, voire plus ». D'après la Fnars, les demandes de prestations: distributions alimentaires, douches, soins, maraudes etc, ont progressé de 21 % en un an et de 4 % par rapport à la moyenne hivernale. En particulier les jeunes de 18-24 ans, n'ayant pas accès à des prestations sociales telles que le RSA, sont 6 % de plus que l'an dernier à la rue.

Avec l'augmentation du chômage et de la précarité, la situation ne peut que s'aggraver car le patronat et le gouvernement, par leurs mesures antiouvrières, tendent à transformer de plus en plus de salariés et de familles en SDF.

Correspondant LO

Producteurs de lait : contre la dictature des grands groupes

Les producteurs de lait des départements de l'Ouest ont à nouveau manifesté à partir du 22 août devant le siège du groupe Lactalis à Laval, en Mayenne. Ils protestent contre le prix du lait acheté par le groupe Lactalis, 25,6 centimes d'euro le litre, alors que le prix de production moyen est estimé à 34 ou 35 centimes.

De nombreux producteurs se sont endettés depuis des années et ne parviennent plus à rentrer dans leurs frais. Ils veulent pouvoir vivre de leur travail et, pour cela, il faut que Lactalis achète le lait plus cher, d'autant qu'il est vendu en supermarché près d'un euro le litre.

Les producteurs laitiers s'étaient déjà mobilisés en juillet 2015, obtenant la signature d'un accord avec les industriels du lait sous l'égide du gouvernement, qui leur garantissait le prix de 34 centimes. Mais cet accord n'a jamais été respecté par les gros collecteurs que sont Lactalis, Sodiaal, Danone ou Nestlé. Et le ministre Le Foll, qui se pose en médiateur, n'a

jamais rien fait pour obliger les collecteurs à respecter cet accord.

Lactalis est celui qui pratique les prix les plus bas. Ce groupe de l'agroalimentaire, leader mondial du lait, possède entre autres les marques Président, Lactel, Bridel. Il appartient à la famille Besnier, classée cent cinquante et unième fortune mondiale par le magazine *Forbes*, avec 8,3 milliards de dollars.

Ce groupe qui, il y a quarante ans, était une petite entreprise de l'Ouest, est devenu en quelques années un géant à coup de rachats d'entreprises dans le monde entier... et en tirant le maximum de profits des producteurs de lait, des salariés de ses

usines et des consommateurs. Premier collecteur de lait en France auprès de 13 500 producteurs, il achète à lui seul le quart de la collecte. Dans certaines régions, le groupe en a même le monopole.

Les dirigeants de Lactalis accusent les producteurs laitiers de refuser la loi du marché. Ils prennent prétexte d'une prétendue surproduction européenne et des prix bas pratiqués dans toute l'Europe depuis la fin des quotas laitiers en avril 2015, pour expliquer qu'ils ne peuvent pas payer le lait plus cher, sous peine de ne plus être concurrentiels. Ils passent sous silence le fait que ce sont eux, par leur position dominante, qui tirent les prix d'achat du lait à la baisse auprès des producteurs, et les poussent à la hausse auprès des consommateurs.

Le système des quotas laitiers, institué par l'Union européenne en 1984, imposait à chaque pays membre un volume maximum de



lait à produire, sous peine d'amende en cas de dépassement. Depuis la fin des quotas, la production européenne a effectivement augmenté. Mais cette crise du marché du lait n'en a pas été une pour tout le monde : elle a été avant tout l'occasion pour des groupes comme Lactalis ou Danone d'augmenter encore leurs profits.

Les producteurs de lait dénoncent à juste titre l'attitude de ces trusts et coopératives du lait qui s'enrichissent à leurs dépens. Ils n'ont rien à attendre du gouvernement, qui s'est toujours rangé du côté des grands groupes collecteurs, et ne peuvent compter que sur leur détermination à se faire entendre.

Gaëlle Régent

Fruits et légumes : plus chers que jamais

Les prix des fruits et légumes ont atteint des sommets cet été. Il a été quasi impossible de se payer une livre de cerises au printemps, pas plus facile de s'offrir quelques fraises, quant aux pêches elles restent peu abordables.

En fait, les prix n'ont jamais été aussi élevés. C'est ce que confirme la dixième étude estivale de

l'association Familles rurales. Le prix moyen d'un kilo de fruits, dit-elle, atteint 4,10 euros, soit une augmentation de 18% par rapport à l'année dernière, et celui d'un kilo de légumes 2,3 euros, soit +10%, le pompon revenant à la fraise (+36%) et à la pomme de terre (+37%)!

Pour suivre les recommandations de

l'Organisation mondiale de la santé, qui préconise la consommation de 400 g de fruits et légumes par jour, une famille avec deux enfants devrait donc consacrer plus de... 150 euros par mois à l'achat de ces fruits et légumes. C'est dire que la santé n'est vraiment pas pour tous.

S.G.

Blé : comment soigner les récoltes... et les électeurs

La région Ile-de-France, dirigée par l'élue Les républicains Valérie Pécresse, a prévu de débloquer 6,5 millions d'euros pour aider les producteurs de céréales. Cette aide s'ajoutera à celle promise par l'État fin juillet pour les céréaliers, dont la récolte au niveau national accuse une baisse de rendement d'environ 30% en raison des pluies et des inondations.

En Ile-de-France, les pertes sont encore plus importantes qu'au niveau national, avec une baisse de volume de 50% et une mauvaise qualité des grains,

d'où cette aide régionale pour aider les producteurs à acheter de nouvelles semences, répartie en fonction du nombre d'hectares à cultiver.

Toutes productions confondues, l'Ile-de-France est une terre de grandes exploitations, avec 20% d'exploitations agricoles au-dessus de 200 hectares, contre 4,3% pour la moyenne nationale. Les cultures céréalières couvrent les deux tiers de la surface agricole francilienne et se prêtent bien à ce type de très grandes exploitations industrielles,

très mécanisées.

Comme d'habitude, la plus grosse part des subventions ira aux plus gros producteurs. Ils ont sans doute beaucoup perdu mais ils ont pu accumuler, dans les bonnes années comme en 2012, une réserve de trésorerie non négligeable. Mais Pécresse ne pouvait pas faire moins pour satisfaire ses alliés politiques de la FNSEA, dont les dirigeants sont parmi les administrateurs de grosses coopératives agricoles et les défenseurs des industriels de l'agriculture.

Sylvie Maréchal

Pollution agricole : comment ne pas agir

Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, a lancé le plan Ecophyto 2. L'objectif affiché est de réduire de 50% d'ici 2025 la consommation de pesticides dans l'agriculture, et de limiter en conséquence la pollution qui résulte de leur usage. Mais ce plan risque bien d'être un rideau de fumée derrière lequel les géants de la chimie continueront à faire des milliards de profits et à empoisonner les agriculteurs, les consommateurs et la nature.

En 2008, à la suite du Grenelle de l'environnement, un premier plan Ecophyto avait été lancé, avec le même objectif. Il a échoué : ces quatre dernières années, les traitements ont même augmenté de 6%. L'horizon fixé à 2025 semble même un encouragement à ne pas s'en faire : d'ici là les équipes ministérielles auront changé plusieurs fois, après nous le déluge!

Pour réduire l'usage des pesticides, Le Foll prétend convaincre les distributeurs, en particulier les coopératives agricoles, de vendre moins de produits phytosanitaires, et

les agriculteurs de moins en utiliser. C'est rendre le monde paysan responsable des pollutions, et refuser de s'en prendre aux vrais responsables : les trusts comme Bayer et Monsanto. Ces trusts s'y entendent pour imposer leurs produits aux cultivateurs et poussent à la consommation d'engrais et de pesticides, au-delà de ce qui est utile pour la production agricole.

Quant aux ministres, ils sont au service de ces grands groupes. Quand ils font semblant de prendre des mesures, ils multiplient les délais et les dérogations. C'est le cas de Le Foll, qui en mars dernier a refusé l'interdiction pure et simple des néonicotinoïdes, des insecticides rendus responsables de la mort des abeilles, sous prétexte de ne pas désavantager les agriculteurs français face à leurs collègues européens.

La production d'aliments et la santé humaine sont choses trop sérieuses pour qu'on les laisse aux mains des capitalistes et des gouvernants à leur service.

Vincent Gelas

Migrants : chassés de Paris

Depuis le lundi 8 août, des migrants sont installés sur la promenade centrale de l'avenue de Flandre à Paris. Ils y ont apporté matelas, tentes... tout un matériel de fortune.

Dès la fin de la matinée et pendant toute la semaine, des CRS les ont rassemblés, et quelquefois emmenés vers une destination inconnue. Conjointement, le service de nettoyage de la ville de Paris jetait dans des bennes la totalité de leurs affaires et nettoyait la chaussée. Le dénuement de ces personnes, parmi lesquelles quelques enfants, est total.

Les salariés de la Caisse régionale d'assurance-maladie, la Cramif voisine, qui ont devant les yeux cette détresse ont été émus, choqués ou indignés. Un homme



Les policiers délogent les migrants.

avec une blessure au visage s'est écroulé devant une employée, incapable de se relever et de quitter les lieux comme le lui demandait un agent de sécurité. La salariée en a pleuré de tristesse et d'impuissance. Des employées ont marqué leur solidarité en apportant des choses indispensables et de la nourriture.

Et comme les migrants reviennent après avoir été dispersés, mercredi 17, à 6 heures du matin, la police

a bouclé le périmètre, rendant difficile la circulation des piétons dans le secteur et même l'accès aux locaux de la Cramif.

Ces ignominies ont lieu dans un pays riche, dans une capitale prospère et sous un gouvernement et une municipalité qui, par leur refus manifeste d'exercer un simple droit d'asile, piétinent chaque jour l'étiquette « socialiste » dont ils se sont indûment affublés.

Correspondant LO

Violences faites aux femmes : Jacqueline Sauvage fait appel

Après un moment d'abattement, Jacqueline Sauvage, détenue à l'âge de 68 ans pour le meurtre de son mari, a décidé de faire appel de la décision des juges sur son maintien en détention. Elle a déjà fait plus de trois ans de prison, sur les dix années de sa condamnation. Après 47 ans de calvaire, cette femme, battue par son mari qui a violé ses filles, a pris un fusil pour l'abattre. C'était pour elle une question de vie ou de mort.

La mobilisation de son comité de soutien avait contraint Hollande à accorder une grâce partielle :

pour ne pas désavouer les juges, il s'était bien gardé d'accorder une grâce totale, ce qui a permis à des juges réactionnaires de maintenir Jacqueline Sauvage en détention au prétexte que « la notion d'interdit n'apparaît pas encore vraiment intégrée par Mme Sauvage. Le sens de la peine lui échappe et elle a été confortée dans cette position par les soutiens dont elle a bénéficié, l'évolution très rapide de sa situation pénale et la médiatisation de son affaire. »

En un mot, cette femme battue aurait mieux fait de se taire et de purger sa

peine en silence. La décision des juges a révolté son comité de soutien et de nombreuses personnalités, telle Sophie Marceau qui a déclaré : « Depuis quand la prison est-elle devenue un lieu propice à la réflexion ? Encore une fois, le sort des femmes victimes de violence est non reconnu par la justice ! Dix ans de réflexion en cellule pour arriver à quelle conclusion ? Qu'elle méritait ce que son mari lui infligeait ? Finalement, c'est ce que la sentence de la justice laisse entendre. »

Aline Urbain

Adama Traoré : première victoire pour la famille

La mobilisation de la famille Traoré qui exige, depuis la mort d'Adama Traoré, la vérité sur les causes de sa mort, a permis une première petite victoire puisque le procureur général de Versailles envisage un dépaysement de l'affaire. De ce fait, ce ne serait plus le procureur de Pontoise qui instruirait l'affaire.

La mort du jeune homme, alors qu'il était aux mains de la gendarmerie, avait soulevé la colère de ses proches et provoqué des émeutes à Beaumont-sur-Oise. Et les déclarations pour le moins partielles, voire mensongères, du procureur de Pontoise ont contribué à jeter de l'huile sur le feu. Dans un premier temps, il a mis en avant des lésions dues à une infection grave qui auraient pu entraîner la mort – ce qui s'est révélé faux – mais a omis à deux reprises une conclusion de l'autopsie mettant en avant un syndrome asphyxique : le jeune homme serait mort parce qu'il était privé d'oxygène.

Les témoignages des gendarmes, qui ont affirmé s'être mis à trois sur le jeune homme pour le maîtriser, corroboraient plutôt cette version. Mais

le procureur s'est gardé d'en faire état. Pire, ce dernier a déclaré que le prévenu avait consommé du cannabis probablement « une à deux heures avant l'interpellation », alors que les expertises montrent qu'Adama Traoré n'avait consommé ni drogue ni alcool. Le procureur s'est donc ingénié à discréditer le prévenu et à blanchir les forces de l'ordre. L'avocat de la famille a demandé le transfert dans une autre juridiction. Le supérieur du procureur a accédé à cette demande et va saisir la Cour de cassation dans ce sens.

Rien ne garantit qu'une autre juridiction soit prête à faire la lumière sur la mort d'Adama Traoré. Mais c'est un premier pas pour la famille.

A.U.



IL Y A 10 ANS

Abidjan : le scandale des déchets du Probo-Koala

Le 19 août 2006, l'épandage de 528 mètres cubes de déchets liquides toxiques sur des décharges d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, tuait 17 personnes et en intoxiquait entre 40 000 et 100 000. L'enquête qui s'ensuivit montra le mépris des industriels du pétrole pour la vie des gens, en particulier dans un pays pauvre, et la complicité des autorités.

Le Probo-Koala était un vraquier grec de 180 m lancé en 1985, à l'équipage russe, immatriculé au Panama, qui transportait du pétrole pour Trafigura, une société suisse créée et dirigée par un Français et dépendant d'un groupe néerlandais. Le pétrole provenait du Texas, à destination de différents ports,

dont Amsterdam. C'est là qu'il tente d'abord de vider sa soute à déchets, qui débordait. En vain : les produits que Trafigura prétendait faire retraiter ne correspondaient pas à ce qu'il déclarait, l'opération aurait demandé trop de temps et coûté trop cher.

Le navire repart donc avec ses déchets et, après

plusieurs escales où le problème ne peut être résolu, il aborde au port d'Abidjan, où la société Tommy a été créée le mois précédent et, comme par miracle, a reçu le 9 août l'agrément officiel pour traiter des déchets toxiques. En fait de traitement, les déchets sont chargés dans des camions affrétés par Tommy, qui vont simplement les répandre sur les décharges de la ville, provoquant une pollution géante. Des dizaines de milliers de gens sont frappés de maux de tête, de diarrhées et de vomissements, et 17 en meurent.

La Côte d'Ivoire était en pleine guerre civile et les ministres de Laurent Gbagbo étaient faciles à corrompre. Il y eut bien des poursuites, des procès, mais finalement l'État ivoirien renonça, en échange de 152 millions d'euros. Les officiels ivoiriens empêchèrent aussi une bonne partie des 33 millions d'indemnités aux victimes. Et l'arrivée au pouvoir de Ouattara ne changea rien : c'est un de ses neveux qui dirige aujourd'hui la filiale ivoirienne de Trafigura.

Mais la justice des pays riches ne se montra pas

plus efficace contre les requins de Trafigura. Le Probo-Koala fut parfois bloqué dans un port, sur réquisition de la justice. Des dirigeants du groupe furent brièvement incarcérés. Mais tous furent finalement libérés. Les juges et les autorités des pays riches n'ont pas besoin d'être achetés pour faire respecter la loi des trusts. Et Trafigura continue de prospérer. Ses filiales contrôlent même la distribution de carburant en Angola et Côte d'Ivoire, arrosant au passage les dirigeants locaux.

Vincent Gelas

Sevelnord – Valenciennois : moins d'emplois, plus de profit

Un nouveau modèle à Sevelnord devait « sauver le site », d'après PSA. Eh bien, ça commence plutôt par le diminuer ! La direction veut compacter l'usine pour faire des économies. Et pas qu'un peu ! Le plan prévoit la revente de nombreux bâtiments administratifs et la suppression de l'atelier du Montage.

Le Montage et le Ferrage se retrouveraient dans un même bâtiment, alors qu'on y est déjà à l'étroit aujourd'hui. L'investissement de 40 millions d'euros donne une idée du retour

sur investissement attendu par PSA. Mais comment travailler au Ferrage et au Montage sans mettre le coude dans l'œil du voisin ? « C'est une simple question d'organisation », répondent

les grands chefs, les mêmes qui ont organisé la production actuelle.

Et ce n'est pas une réussite : embouteillages en Logistique, pannes sur les chaînes, pièces entassées partout. Alors, qu'en sera-t-il avec encore moins d'espace ?

Autre source d'économies pour PSA : depuis trois ans, 17 000 emplois ont été supprimés dans le groupe. À Sevelnord, des

centaines d'emplois ont disparu et le directeur veut encore en supprimer 250. Les malades ne sont pas remplacés, par manque de personnel, et la direction multiplie les fériés travaillés, les allongements d'horaire, les samedis obligatoires pour « rattraper les retards de production ».

Dernièrement, elle a annoncé que les ouvriers de maintenance devraient passer des tests pour

« confirmer leur poste », qu'ils tiennent pourtant depuis des années. On la voit venir, avec son obsession de supprimer des emplois et de l'espace ! Les seules choses qu'elle veut augmenter, ce sont la production, les cadences et les profits des actionnaires. Une preuve de plus que les intérêts du patron et ceux des ouvriers sont contradictoires.

Correspondant LO

Fonction publique territoriale : tours de passe-passe

Dans la fonction publique, les salaires sont gelés depuis six ans. Les syndicats estiment la perte de pouvoir d'achat à 14 % depuis 2000.

Ce printemps, le gouvernement, embourbé dans le mouvement contre la loi El Khomri, a fait mine de lâcher du lest sur les salaires des fonctionnaires, annonçant une hausse de 0,6 point au 1^{er} juillet 2016, puis de 0,6 au 1^{er} février 2017, soit à peine 7 euros de plus par mois pour un agent payé au smic.

Le gouvernement s'est

également penché sur le sort des agents de la fonction publique territoriale. Ainsi, en juillet, les agents de catégorie B ont vu leur salaire augmenter de quelques euros, de 10 à 30 euros selon le poste et l'ancienneté.

Non seulement cette augmentation est dérisoire, mais elle est conditionnée à un dispositif appelé transfert primes-points. En effet,

dans la fonction publique territoriale, le traitement de base est complété par des primes dépendant des collectivités et le salaire final peut beaucoup varier d'une collectivité à l'autre, ou d'un agent à l'autre. Depuis des années, les syndicats demandent d'ailleurs l'intégration des primes dans le traitement.

Ces augmentations accordées en juillet seront de toute façon annulées dès décembre par la baisse des primes, qui pourra aller de

179 euros à 389 euros par an.

Et pour couronner le tout, le gouvernement a ralenti les avancements d'échelon : pour passer à un échelon supérieur, les agents devront attendre quatre à sept mois de plus qu'aujourd'hui. Ainsi, pour atteindre son dernier échelon, un agent administratif devra travailler quatre ans de plus... ou partir avec une retraite amputée.

La CGT et Sud, majoritaires chez les territoriaux,

ont refusé de signer ce protocole, qui est donc appliqué unilatéralement par le gouvernement et les collectivités locales, trop heureuses de profiter de l'aubaine puisque les économies réalisées grâce à ce tour de passe-passe sont estimées à 500 millions d'euros par an... pour les employeurs. Faire passer un sale coup contre les travailleurs pour une augmentation de salaire... il fallait oser.

Line Kovic

Hôpital d'Obernai : licencié pour avoir dénoncé une pollution

En 2015, un salarié qui travaillait aux services techniques de l'hôpital d'Obernai dans le Bas-Rhin, depuis un an, a été licencié pour avoir dénoncé une pollution de la rivière l'Ehn, provoquée par des rejets de l'hôpital.

Il avait écrit à la préfecture qu'il avait « à plusieurs reprises constaté que des eaux usées s'écoulaient dans la rivière qui longe l'hôpital, l'Ehn », « des produits qui moussent dans la rivière, probablement des produits chimiques qui attaquent la faune et la flore ».

L'hôpital, en juin 2015, a reconnu être responsable de cette pollution et a décidé de remettre l'installation aux normes. Dans sa lettre de juin, la préfecture a remercié l'agent pour ses

observations et son civisme.

Pourtant, l'hôpital l'avait licencié en avril, lui reprochant un « manquement à l'obligation de réserve et au secret professionnel auquel

il est tenu en qualité d'agent public ».

Le tribunal administratif, devant lequel l'agent contestait son licenciement en justice, il y a quelques semaines, a retenu « la sauvegarde d'un intérêt public majeur ».

Il a enfin obtenu gain de cause contre ce licenciement scandaleux.

Correspondant LO



DNA

Bourg-en-Bresse : mise à la porte pour un parapluie

Un jour de pluie d'avril 2012, une employée de l'Office public de l'habitat de l'Ain ramasse un parapluie cassé qu'elle pense abandonné, dans le hall d'entrée de l'immeuble, à Bourg-en-Bresse. Après la plainte d'une autre employée, les caméras de vidéosurveillance permettent d'identifier la

voleuse involontaire. Elle reconnaît les faits, en est désolée et propose de racheter un parapluie. Rien n'y fait : elle est licenciée pour faute grave. Après des années de procédure, en juillet dernier, la Cour de cassation a confirmé que le licenciement était abusif.

Depuis quatre ans, la salariée licenciée va de

période de chômage en emploi précaire. Parce que, même si les patrons se plaignent de ne pas pouvoir licencier, ils ont en réalité toute latitude de le faire. Dans les entreprises, la seule loi qui s'applique c'est la leur, comme l'illustre cette sinistre affaire.

Michel Bondelet

Bouygues Télécom : offensive contre les salariés

Bouygues Telecom a annoncé une réorganisation du temps de travail visant à faire disparaître les RTT. Sous couvert de volontariat, la direction veut faire accepter aux salariés : soit 37 heures de travail hebdomadaire avec la perte de 11 jours de RTT, soit 35 heures en perdant la totalité des 23 jours de RTT avec, comme compensation bien dérisoire, 2 % d'augmentation de salaire.

On imagine sans difficulté que le volontariat aura ses limites, et de toute façon les futurs embauchés, eux, n'auront pas le choix : ils seront automatiquement au nouveau régime. Même si la direction de Bouygues prétend que le nombre d'heures travaillées sur l'année restera inchangé, les salariés savent que, pour leur vie, cela n'est pas la même chose d'avoir des RTT ou pas.

Le même chantage a lieu dans bien des entreprises, les patrons cherchant à augmenter le temps de travail par tous les moyens, sans augmenter les salaires ou presque.

Lors du passage aux 35 heures sous le gouvernement de Jospin, dont Martine Aubry était ministre,

les patrons avaient bénéficié d'exonérations de cotisations sociales de la part de l'État. Ils avaient aussi obtenu de pouvoir imposer la flexibilité des horaires de travail. Les patrons avaient trouvé leur compte dans la loi Aubry-Jospin, même si les salariés avaient obtenu des jours de RTT compensatoires lorsque le temps de travail n'avait pas diminué. Maintenant, les patrons remettent en question les RTT et veulent augmenter toujours plus la charge de travail. Au besoin, ils envisagent d'imposer des heures supplémentaires, qui leur coûteront encore moins cher avec l'application de la loi travail de Hollande.

Les frères Bouygues possèdent un empire financier et industriel dans le BTP et les télécoms, et une fortune personnelle de plus de deux milliards d'euros. Les salariés ne peuvent accepter ce chantage qui n'a qu'un but : que Bouygues reste bien placé dans la course aux profits face à ses concurrents, comme Numéricable, SFR et Orange, qui ne manqueront pas d'exercer la même pression sur leurs salariés.

Gaëlle Régent

Fonderie Saint-Jean - Poitou : l'avertissement aux patrons

Les 28 et 29 juillet, juste avant le départ en congés, les travailleurs de la fonderie Saint-Jean industries, à Ingrandes dans la Vienne, ont débrayé massivement à l'appel de la CGT pour demander l'embauche des intérimaires présents depuis 18 mois dans l'entreprise, ainsi que l'embauche des apprentis qui ont été reçus à leur BTS ou à leur bac pro, mais auxquels la direction ne propose que ses félicitations sans frais. À la fonderie, le manque de bras est pourtant tel que même la hiérarchie réclame des effectifs supplémentaires pour faire tourner les machines.

Lors des débrayages, les travailleurs de production mais également des techniciens et plusieurs intérimaires se sont rassemblés pour exprimer leur mécontentement des conditions de travail qui se dégradent. Les techniciens avaient déjà débrayé le 12 juillet pour s'opposer à la menace de sanction visant l'un d'eux, sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Cette menace était d'autant plus ressentie comme une

provocation que ce salarié voyait sa charge de travail et ses responsabilités augmenter au fil des mois, du fait de départs non remplacés.

Depuis plusieurs années, l'augmentation du nombre d'intérimaires pour « surcroît d'activité » suit en fait la baisse des effectifs des travailleurs en CDI. Il y a aujourd'hui plus de 90 intérimaires et la direction envisage d'en recruter une trentaine de

plus dans les mois à venir.

Le nouveau directeur fraîchement arrivé fait mine de ne pas comprendre les travailleurs qui ont débrayé. Il a même osé déclarer qu'en débrayant ils se tiraient une balle dans le pied, en faisant une mauvaise publicité au site. Comme ses prédécesseurs (il y a eu six directeurs en quatre ans!) il a essayé de gagner du temps en expliquant qu'une analyse était en cours pour soi-disant justifier la demande d'embauches auprès de la direction du groupe.

En débrayant, les fondeurs ont montré qu'ils ne se font pas d'illusions sur les intentions de la direction. Et tout le monde s'est donné rendez-vous le 8 septembre, pour une journée de grève et un barbecue fraternel, pour l'emploi et contre la précarité.

Correspondant LO



Cocos paimpolais : saisonniers exploités

Dans une partie du Trégor et de la région de Paimpol en Côtes-d'Armor, la mi-août lance la récolte des haricots cocos.

À partir de cette période et pour plusieurs semaines, plusieurs centaines de travailleurs saisonniers venus souvent de toute la France, voire de l'étranger, s'éreintent dans les champs pour récolter les fameux haricots.

Sur les exploitations agricoles, c'est le règne de la précarité et les salaires sont dérisoires. D'après les syndicats, pour arriver au smic, un ouvrier rémunéré 45 centimes le kilo doit cueillir pas moins de 130 kilos de haricots par jour. C'est sans doute

possible... mais pour cela il faudrait enchaîner 10, 12 heures de travail ou plus. Autant dire qu'en réalité la paie est bien moindre. Et, pour ceux à qui cela ne plaît pas, le porte-parole des patrons n'hésite pas à menacer : « On ne fera appel qu'à de la main-d'œuvre étrangère. Elle ne se plaint pas et fait ses 130 kg/jour. »

Ces patrons, regroupés en coopératives, ne sont pas non plus regardants sur les conditions d'hébergement, car souvent rien n'est prévu. Chacun doit se débrouiller.

La situation est tellement choquante qu'un maire du secteur concerné a rouvert un camping en urgence pour accueillir les saisonniers sans toit.

Le patronat local mis en cause se défait en déclarant qu'héberger des travailleurs dans du dur serait trop coûteux. En gros, c'est aux collectivités de mettre en œuvre l'accueil des saisonniers.

L'exploitation et le mépris social sont à la base de l'enrichissement de quelques gros exploitants agricoles. Il n'y a que la révolte ouvrière que ces exploiters n'auront pas volée aux travailleurs.

Correspondant LO

Hôpitaux de Paris : sous-effectif et désorganisation

L'été est toujours une période plus difficile pour les salariés des hôpitaux, vu le manque chronique de personnel. Mais, cette année, la perspective de l'application au 1^{er} septembre du plan de Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP, tend encore la situation.

En 2015, la ministre de la Santé, Marisol Touraine, annonçait 3 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour les hôpitaux publics, avec 22 000 suppressions de postes par an sur trois ans.

Pour réduire la masse salariale, Hirsch présentait un projet qui supprime des jours de congés (de trois à sept, voire dix pour les nouveaux embauchés) en réduisant la journée de travail de quelques minutes, en supprimant les horaires fixes et en augmentant la flexibilité et la mobilité. Un mouvement du personnel, qui resta limité, a rassemblé pendant trois mois des milliers de salariés lors de journées de grève et de manifestations. Hirsch a modifié son projet à la marge, notamment sur la journée de 7 heures, qui aurait supprimé tous les RTT, et sur le fait que la demi-heure de repas ne sera pas comptée dans le temps de travail.

Aujourd'hui le plan est applicable. Dans la plupart des services, l'encadrement veut imposer de nouveaux plannings. Dans certains services, les cadres appliquent un roulement fixe toutes les deux semaines ; dans d'autres, elles organisent un roulement matin/après-midi qui n'a ni queue ni tête ; ailleurs, elles laissent les collègues s'arranger pour leurs horaires. Les deux jours de repos hebdomadaire sont souvent discontinus en semaine, et consécutifs uniquement le week-end, c'est-à-dire toutes les deux semaines.

Certains salariés sont partis en vacances sans connaître leur planning. Des mères de famille ne savent toujours pas ce

qu'elles vont faire de leurs enfants à 5 h du matin à la rentrée. Les demandes de dérogation pour rester en équipe fixe sont pratiquement toutes refusées par les directions, même dans les services où cela ne pose pas de problème de planning. Les propos de la direction sur l'amélioration de la qualité de vie au travail ne convainquent donc personne.

L'été est particulièrement éprouvant pour le personnel, alors que le sous-effectif est insupportable. Dans certains services, il n'y a eu aucun remplacement estival. Pourtant, les patients sont là et l'activité ne baisse pas. Des lits sont fermés pour les congés des personnels. Mais il manque quand même du monde. Certains traitements ne pouvant être reportés, des lits sont réouverts ponctuellement, sans effectif supplémentaire. Ailleurs, les cadres ont tout simplement refusé des vacances en juillet et août. À cela s'ajoute le déplacement inopiné dans un autre service pour remplacer une absence, une pratique de plus en plus fréquente. Parfois, les cadres l'organisent à l'avance ; parfois, c'est au pied levé.

Un des objectifs affichés de cette réforme est « d'améliorer la performance économique de l'institution », c'est-à-dire d'augmenter l'activité avec moins de personnel. Le plan de Hirsch est donc au diapason de la loi El Khomri.

Tout cela fait réagir le personnel, qui discute de la manière de résister à la mise en œuvre de ces nouvelles règles.

Correspondant LO



Morex - Toulouse : 2009, une année de lutte

Mardi 9 août, la cour d'appel de Toulouse a jugé sans cause réelle ni sérieuse le licenciement en 2009 de 191 salariés du groupe de connectique automobile Morex et octroie 7 millions d'euros d'indemnités aux licenciés. Mais la filiale française de l'entreprise américaine, aujourd'hui en liquidation judiciaire, peut encore aller en cassation et continuer à jouer la montre.

Selon les juges, la décision de fermer l'usine, en 2009, a été prise « alors que le secteur n'était pas en difficulté » et ils rappellent que « les dividendes versés aux actionnaires ont été multipliés par six entre 2004 et 2009 ». La justice considère que les dirigeants de Morex ont agi « avec légèreté ». C'est le moins que l'on puisse dire, mais ils n'ont pas été les seuls patrons voyous !

Des licenciements sous-traités

C'est bien Labinal-Snecma qui a, en quelque sorte, sous-traité des centaines de licenciements, en préparant cela des années auparavant. En 2004, le groupe américain Morex a racheté le secteur de la connectique automobile de Labinal. Labinal, spécialisé dans le câblage, qu'il soit pour l'automobile ou pour l'aéronautique, avait scindé ses activités en plusieurs établissements dans la région. Les usines Labinal de câblage automobile de Cahors

et de Labastide-Saint-Pierre ont été vendues à Valeo, qui les a fermées l'année d'après, en mettant à la rue près de 1000 travailleurs. La connectique automobile de l'usine Labinal de Villemur a, elle, été vendue au groupe Morex, avec ses près de 300 travailleurs. Les 700 autres travailleurs de l'usine, travaillant dans les secteurs aéronautiques, restaient Snecma-Labinal.

Quatre ans plus tard, fin 2008, les dirigeants de Morex ont décidé de fermer leur unité de Villemur, après avoir récupéré les brevets, la technologie et le carnet des clients, ce qui leur a permis de doubler leurs parts de marché en Europe, devenant même le n°2 des fournisseurs de Peugeot.

À l'époque de l'annonce de la fermeture de Morex, Estrosi, ministre de Sarkozy, s'était dit choqué par l'attitude des dirigeants de Morex. Et le même Estrosi avait essayé d'embobiner les travailleurs avec un soi-disant repreneur, puis avec

des reclassements miracle. Bernard Thibault, venu à Toulouse, avait assuré aux travailleurs de Morex que Sarkozy suivait l'affaire de très près et avait vanté la possibilité d'une reprise partielle de l'usine. Pour la direction de la CGT, il n'était alors question que de « politique industrielle » et d'« États généraux de l'industrie » sous les auspices des préfets. En fait de reprise de l'usine Morex, seuls une quarantaine de salariés ont continué l'activité sur le site, avec un repreneur quasi fictif qui empocha quelques primes au passage, laissant l'immense majorité du personnel sur le carreau.

Un an de tension

Entre l'annonce et la fermeture de l'usine, il s'est écoulé près d'une année, ponctuée par des appels à la justice de la part des syndicats, et par des manifestations de protestation. La plus impressionnante se déroula le 6 novembre 2008, à l'initiative de l'intersyndicale et de la municipalité socialiste de Villemur-sur-Tarn. Trois à quatre mille personnes se sont retrouvées derrière les banderoles et pancartes des travailleurs de Morex et Labinal, dans cette petite ville de six mille habitants. Des délégations d'entreprises de la région aux enfants des



Les vigiles barrant l'entrée aux travailleurs de Morex, en août 2009.

écoles, des commerçants aux employés municipaux, toute une population a manifesté.

Après avoir épuisé les démarches juridiques, les espoirs d'un « bon repreneur », voire la création d'une Scop, l'intersyndicale appela finalement à la grève. C'était en juillet 2009, à la veille de la fermeture. Mais, durant tous ces mois, elle ne s'adressa jamais aux travailleurs de Labinal qui travaillaient sur le même site, et qui débrayèrent pourtant à plusieurs reprises. La grève dura cinq semaines, ponctuée par les provocations du patron. Les 280 travailleurs de Morex se sont vu ensuite interdire l'entrée de l'usine. Bien que la justice ait condamné cette interdiction, le patron a maintenu son lockout avec des dizaines de vigiles qui gardaient l'accès de l'usine.

Finalement, lors d'un vote à bulletin secret, le 15 septembre 2009, une majorité de travailleurs acceptaient, la rage au ventre, le plan social, c'est-à-dire le diktat du patron soutenu par le gouvernement

de l'époque, par 140 voix contre 74, manifestant leur lassitude et leur volonté d'en finir.

Sept ans après, la justice condamne donc à nouveau Morex, mais les licenciements ont bien eu lieu. Une vingtaine de travailleurs demeurent dans une extrême précarité et survivent grâce au RSA; de nombreux autres n'ont toujours pas d'emploi stable. Comme le dit un syndicaliste, c'est une victoire qui a un goût amer.

À l'automne 2009, le bulletin *Lutte ouvrière* paraissant chez Labinal-Morex affirmait, en faisant le bilan de cette année de lutte: « Même si nous n'avons pas obtenu ce que nous voulions, notre mobilisation n'aura pas été inutile: on a gagné un peu de temps et un peu d'argent. Mais aussi autre chose: la fertilité de ne pas se laisser faire, de ne pas se résigner à subir la dictature des capitalistes. Et ça n'a pas de prix! ... Notre force c'est aussi d'appartenir à une classe sociale, la classe ouvrière. Alors, tous pour un, un pour tous! »

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
 www.union-communiste.org
 contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
 www.lutte-ouvriere-audio.org

Face aux politiciens du patronat : **les travailleurs ne doivent pas rester sans voix**

Chaque jour, un nouveau politicien vient déclarer qu'il est l'homme providentiel, celui dont l'arrivée à l'Élysée changerait tout. Mais comment les croire, alors qu'on les a déjà vus à l'ouvrage et que, de gouvernement en gouvernement, ils ont tous servi les intérêts exclusifs du grand patronat ?

Quelles que soient les promesses faites, les politiques ont été identiques. D'alternance en alternance, ce furent des coups pour les travailleurs, des cadeaux pour les actionnaires. Alors, pour de nombreux travailleurs, les gouvernements apparaissent désormais pour ce qu'ils sont : le comité de gestion des affaires de la bourgeoisie. Et l'étiquette Parti socialiste ne change rien à la chose. Quatre ans de gouvernement Hollande viennent de le démontrer amplement à ceux que Mitterrand et Jospin n'avaient pas convaincus en leurs vertes années.

Dans ces conditions, tout en protestant dans la rue et les entreprises lorsque cela est possible, bien des travailleurs jusque-là

électeurs de gauche se demandent quoi faire à l'élection présidentielle de 2017.

Ceux-là ne se laissent pas prendre aux discours de Le Pen, sachant parfaitement qu'elle et son parti sont des ennemis jurés des travailleurs. Les déclarations haineuses des Le Pen à l'encontre des travailleurs en lutte, depuis ceux d'Air France jusqu'aux manifestants contre la loi El Khomri, le démontrent.

Les travailleurs électeurs du PS et vaccinés par Hollande voient bien que tous les anciens ministres socialistes, Hamon, Montebourg, Mélenchon et les autres, viennent leur réserver l'éternel boniment. Comment pourraient-ils encore voter pour eux ? Ceux dont les suffrages se

portaient sur les candidats du PCF en sont réduits à attendre que la direction de leur parti sache à qui se vendre. Alors, parmi les électeurs de gauche, beaucoup parlent d'exprimer leur rejet, tout à la fois des politiques suivies et des politiciens menteurs, en s'abstenant.

Mais qui ne dit mot consent. L'abstention d'un travailleur révolté ne dit rien de plus que celle d'un travailleur

sans conscience, ou d'un pêcheur à la ligne, c'est-à-dire en fait rien du tout. En revanche, le vote pour Nathalie Arthaud manifestera de la façon la plus claire la conscience, la révolte et la combativité qui existent dans le monde du travail. Sa campagne et le vote sur son nom montreront qu'il y a des travailleurs qui n'ont confiance qu'en leur classe et que c'est précisément au nom de la classe ouvrière qu'ils rejettent les

politiciens au service du grand patronat.

À ceux qui disent qu'un vote pour Nathalie Arthaud ne se verra pas, on peut rappeler le printemps dernier. Entre des dizaines de milliers de travailleurs en lutte, dans la rue, ou des millions qui injurient Hollande, chez eux, seuls devant leur poste de télévision, qui a été le plus vu, qui a remonté le moral des autres, qui a montré le chemin ?

Paul Galois



Nathalie Arthaud à la rencontre des travailleurs d'Air France en lutte en octobre 2015.

Été 1996 : la lutte des sans-papiers de Saint-Bernard

Le 23 août 1996, les 220 sans-papiers installés dans l'église Saint-Bernard, à Paris, étaient expulsés sans ménagement par les CRS sur ordre du gouvernement Juppé. Cela faisait deux mois qu'ils occupaient ce lieu pour obtenir leur régularisation.

Le mouvement avait commencé en mars, quand une cinquantaine de sans-papiers habitant un foyer de travailleurs immigrés de Montreuil, excédés par

le rejet quasi systématique de leurs demandes d'asile et de régularisation, s'étaient lancés dans l'occupation d'une autre église de Paris, l'église Saint-Ambroise, pour exiger des papiers. Très vite, ils avaient été rejoints par des dizaines d'autres sans-papiers. Comme l'expliqua par la suite l'un des participants, « on sortait enfin du silence, en refusant l'étiquette de clandestins ».

Les travailleurs sans

papiers en lutte surent s'organiser et ne pas se laisser disperser au fur et à mesure des expulsions et réinstallations dans divers lieux de Paris. Ils bénéficièrent aussi du soutien de diverses personnalités, comme le généticien Albert Jacquard, l'abbé Pierre, Emmanuelle Béart, Stéphane Hessel, ainsi que de milliers de personnes qui participèrent à leur combat en manifestant.

Ils furent finalement

délogés de Saint-Bernard et interpellés le 23 août – le gouvernement ayant mobilisé un millier de CRS pour faire cette sale besogne – et seulement 73 d'entre eux obtinrent une promesse de carte de séjour dans la foulée. Les autres furent relâchés et demeurèrent clandestins, ils ne furent tous régularisés qu'en juin 1997 par le gouvernement Jospin.

Mais cette lutte fut le début de leur organisation en

collectifs de sans-papiers et depuis n'a pas cessé. Ils appellent à manifester samedi 27 août – départ à 14h de la place de la République vers l'église Saint-Bernard – pour commémorer cette lutte et surtout pour réaffirmer la revendication toujours d'actualité : liberté de circulation et d'installation pour tous. Lutte ouvrière s'associe à cet appel.

Valérie Fontaine

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Pendant encore une semaine, les caravanes de Lutte ouvrière circulent dans différentes régions, afin de rencontrer les travailleurs et tous ceux que la situation actuelle révolte.

La bourgeoisie mène la lutte de classe. Eh bien, le monde du travail doit rendre les coups. Après

les mobilisations du printemps contre la loi travail, comment continuer à faire entendre le camp des travailleurs ? Comment peuvent-ils faire valoir leurs intérêts contre tous les politiciens au service de la bourgeoisie, du FN au PS en passant par Les Républicains ? Quel est le

sens de la candidature de notre porte-parole, Nathalie Arthaud, à l'élection présidentielle ? Au-delà de cette échéance, comment les travailleurs peuvent-ils s'organiser ?

C'est de cela, et d'autres choses encore, que les militants de Lutte ouvrière veulent discuter.

Les prochaines étapes

Bretagne

Jeudi 25 août : Concarneau
Vendredi 26 août : Vannes
Samedi 27 août : Lorient

Côte atlantique – Pays-de-Loire

Jeudi 25 août : La Roche-sur-Yon
Vendredi 26 août : Nantes
Samedi 27 août : Cholet

Lorraine

Jeudi 25 août : Metz
Vendredi 26 août : Thionville
Samedi 27 août : Hayange – Longwy

Poitou – Charentes

Jeudi 25 août : Poitiers
Vendredi 26 août : Châtelleraut

Samedi 27 août : Blois

Pyrénées

Jeudi 25 août : Tarbes
Vendredi 26 août : Pau
Samedi 27 août : Auch

Yvelines – Eure – Orne

Jeudi 25 août : Alençon
Vendredi 26 août : Argentan
Samedi 27 août : Flers



Le blog de Nathalie Arthaud

Nathalie Arthaud sera la candidate de Lutte ouvrière lors de la prochaine élection présidentielle. Sur son blog, www.nathalie-arthaud.info, les internautes retrouveront son carnet de campagne et la brochure de Lutte ouvrière *Faire entendre le camp des travailleurs*.

Turquie, attentat de Gaziantep : **Erdogan face aux conséquences de sa politique**

Plus de 50 morts et une centaine de blessés, c'est le bilan tragique de l'attentat dans la soirée du samedi 20 août, au cours duquel un kamikaze s'est fait exploser au milieu de la foule rassemblée pour célébrer un mariage kurde, à Gaziantep, dans le sud de la Turquie. Venant s'ajouter à une liste déjà longue, il replace aussi le gouvernement d'Erdogan face aux contradictions de sa politique.

Cette fois, c'est un jeune de 14 ans qui aurait actionné sa ceinture d'explosifs. Le procédé, la cible choisie, rapprochent cet attentat de ceux de Diyarbakir, de Suruç, de la gare d'Ankara, qui en 2015 ont fait des dizaines de morts parmi des manifestants de gauche, des Kurdes ou des sympathisants de leur cause, sans oublier celui de l'aéroport d'Istanbul en juin dernier. Cette fois, bien des familles présentes au mariage étaient proches du parti pro-kurde HDP.

Cependant, à la différence de ces précédents attentats, le président turc Erdogan n'a pas nié l'évidence. Il a immédiatement accusé l'organisation État islamique (Daech selon l'acronyme arabe) d'en être responsable, au lieu d'accuser le terrorisme en général et d'y inclure pêle-mêle Daech, la guérilla kurde du PKK et même ses frères ennemis de la confrérie Gülen.

Erdogan, grand vainqueur des putschistes...

Depuis un peu plus d'un mois, le gouvernement Erdogan vivait sur la lancée de l'échec de la tentative de coup d'État militaire du 15 juillet, parlant d'une réaction du peuple qui, selon lui, aurait permis de sauver la démocratie turque. Manifestations et meetings se sont succédé, les partis d'opposition sont venus à sa rescousse pour condamner le putsch et ont permis à Erdogan d'apparaître comme le grand vainqueur de l'épreuve. Mais, surtout, celui-ci a saisi l'occasion pour poursuivre à grande échelle l'entreprise d'épuration en cours visant ses rivaux de la confrérie Gülen.

Plus de dix mille personnes ont été arrêtées, des dizaines de milliers d'enseignants, de juges, de militaires, de policiers ont été suspendus car suspects d'être proches de cette secte islamique, rivale de celle d'Erdogan. Elle avait placé ses hommes à des postes de responsabilité dans la justice, l'enseignement, la santé, les institutions en général, les grandes entreprises, et

aujourd'hui des hôpitaux et des universités sont fermés faute de personnel, des établissements d'enseignement se demandent comment ils pourront effectuer la rentrée scolaire.

On voit mal ce qu'il y a de démocratique dans cette épuration, qui est un règlement de comptes entre deux cliques qui s'étaient partagé les postes au sein de l'appareil d'État et qui maintenant sont engagées dans une lutte à mort. Le seul fait d'être suspect d'avoir appartenu à la filière Gülen suffit pour être suspendu, voire arrêté et accusé de complicité dans la tentative de putsch, qui a peut-être été préparée par certains de ses fidèles mais dans laquelle Gülen nie toute responsabilité. Et si cette fois la vague de répression ne vise pas spécifiquement la gauche, en fait personne n'en est à l'abri, comme l'ont constaté les journalistes du quotidien pro-kurde *Özgür Gündem*, arrêtés le 16 août à la rédaction de leur journal.

... face à l'impasse de sa politique

Cependant, la répression ne remplace pas une politique, et l'attentat du 20 août vient rappeler que celle d'Erdogan a eu des conséquences catastrophiques. Son soutien aux groupes djihadistes d'Irak et de Syrie, y compris et surtout à Daech, a permis à celui-ci de disposer de nombreuses complicités au sein de l'appareil d'État turc, y compris pour commettre ses attentats. Ses membres peuvent se mouvoir comme bon leur semble dans les régions frontalières de la Syrie, dont justement celle de Gaziantep. Les patrons turcs ont perdu de gros marchés au Moyen-Orient, mais aussi en Russie, depuis que la chasse turque a abattu un avion russe, fin 2015.

La question de la politique menée dans les régions kurdes est aussi posée. Après avoir engagé un processus de négociation avec le PKK, Erdogan a relancé la guerre durant l'été 2015, pour ses propres raisons de politique intérieure. Cela ne l'a mené nulle part, sinon à de nouvelles destructions, tandis



L'enterrement des victimes de l'attentat.

que l'armée, affaiblie par les épurations suite à la tentative de putsch, est de moins en moins capable de mener cette guerre. Les relations se sont détériorées avec les États-Unis qui, eux, soutiennent les Kurdes d'Irak et de Syrie contre Daech. L'armée elle-même se demande où mène cette politique, et cela n'est certainement pas étranger à la tentative de putsch du 15 juillet et à l'attitude pour le moins ambiguë d'une grande partie de la hiérarchie militaire à l'égard du gouvernement.

En fait, depuis quelque temps, y compris avant la tentative du 15 juillet, Erdogan cherche à sortir de l'impasse. Il a renoué avec la Russie, est en train d'en faire autant avec l'Iran. Il serait même prêt à renouer avec le régime d'Assad et à

rechercher un compromis pour en finir avec le conflit syrien. Il voudrait aussi parvenir à un accord dans la politique menée vis-à-vis des Kurdes qui, du côté syrien de la frontière, ont pris de fait leur autonomie à la faveur de la guerre civile. Or, si la Turquie infléchit ainsi sa politique, elle devra aussi lâcher les groupes djihadistes qu'elle a tant aidés à s'armer, à s'entraîner et à passer la frontière. C'est évidemment cela que ces groupes n'acceptent pas et Daech, en organisant des attentats meurtriers sur le sol turc, fait savoir à Erdogan qu'il peut lui faire la guerre.

Les cris de «Erdogan assassin» ont retenti lors de l'enterrement des victimes du 20 août. D'autre part, contredisant le président, le Premier ministre turc a

déclaré n'avoir aucun élément sur les auteurs de l'attentat, comme s'il voulait d'avance en dédouaner Daech. Et même si l'armée turque a commencé à bombarder les positions de cette organisation en Syrie, on attend toujours de voir si le gouvernement Erdogan sera aussi efficace dans le combat contre les militants djihadistes présents en Turquie, et les complices dont ils disposent jusque dans la police, que quand il s'agit de traquer ses rivaux de la secte Gülen. La guerre menée dans les régions kurdes, où des quartiers entiers ont été détruits, tout comme l'horrible attentat de Gaziantep montrent que les populations kurde et turque risquent de payer encore de bien des souffrances la politique d'Erdogan.

André Frys

Mini-sommet en Italie : l'Europe forteresse

C'est à Ventotene en Italie, une île de la mer Tyrrhénienne, que les chefs d'État italien, allemand et français se sont réunis ce lundi 22 août. Ce mini-sommet à trois était censé relancer le projet de construction européen après la crise du Brexit. On y a discuté relance de l'économie, projet sécuritaire, mais en réalité surtout de la façon de renforcer la forteresse européenne face aux migrants.

La grande idée de Hollande est de mettre en place «un corps européen des gardes-frontières pour

renforcer les frontières externes de l'Europe et la rendre la plus hermétique possible». Les trois dirigeants ont aussi parlé d'un plan fixant le nombre de réfugiés par pays en fonction de divers critères, comme le taux de chômage ou le revenu par habitant. Tout cela dans l'objectif dérisoire d'accueillir dans leurs pays 120 000 réfugiés supplémentaires. Ces chiffres s'ajoutent aux objectifs déjà fixés il y a un an, et qui n'ont en général pas été réalisés.

Ces projets inhumains,

destinés à flatter leurs électeurs réactionnaires, se font avec la vie des migrants. Car les naufrages se multiplient. 2 700 personnes sont mortes depuis le début de l'année en tentant de traverser des côtes libyennes vers l'Italie, soit mille de plus que l'an dernier. En Turquie, les arrivées de migrants n'ont cessé d'augmenter. De Calais à Vintimille, ils se retrouvent pris au piège face à des frontières qui se ferment et des traques policières qui se durcissent.

Christian Chavaux

Allemagne : le discours sécuritaire s'installe

Fin juillet, quatre attentats terroristes ont eu lieu en Allemagne en moins d'une semaine, faisant onze morts. Ils servent depuis à nourrir des discours sécuritaires et hostiles aux migrants. Pourtant la plus meurtrière des attaques, celle devant un centre commercial de Munich, qui à elle seule a fait dix morts et vingt-sept blessés, n'avait rien à voir avec l'islamisme.

C'est en effet le crime d'un jeune d'extrême droite, né en Allemagne, converti au christianisme. Il se réclamait de Breivik, ce fanatique d'extrême droite norvégien qui avait abattu méthodiquement 69 jeunes militants sociaux-démocrates en juillet 2011. Aucun rapport donc avec le djihadisme. Et pourtant... avant même de savoir ce qu'il en était, plusieurs dirigeants de grandes puissances ont attribué la tuerie aux terroristes islamistes.

Le président américain Barack Obama a assuré l'Allemagne de « tout le soutien dont elle peut avoir besoin pour faire face à cette situation », Hollande s'est laissé aller à des déclarations sur cette « attaque terroriste » comme « nouvel acte ignoble qui vise à saisir d'effroi l'Allemagne après d'autres pays européens ». Si Merkel a été beaucoup plus prudente, les journaux, en particulier de Bavière, ont fait silence sur les motivations d'extrême

droite du tueur.

Surtout, nombre d'hommes politiques se sont précipités sur l'occasion pour lancer une nouvelle offensive contre la politique d'accueil des réfugiés de la chancelière. Un député CDU a tweeté que « la culture de l'accueil est mortelle » – il a plus tard effacé son message. Les politiciens d'extrême droite ont continué imperperturbablement à dénoncer l'ouverture des frontières. Dans un contexte de fragilisation du système parlementaire, de perte de crédit des partis gouvernementaux et de montée inédite de l'extrême droite, les adversaires de la « politique de l'accueil » de Merkel, dans son propre camp, à l'extrême droite et aussi dans les rangs des sociaux-démocrates, utilisent

les attaques du mois de juillet pour leurs ambitions politiciennes.

En effet des élections auront lieu en septembre, avant la principale élection du pays, la législative, à l'automne 2017. Ils font la course derrière le parti d'extrême droite AfD (Alternative für Deutschland) pour lui reprendre des voix. La CSU, parti bavarois allié de la CDU de Merkel, use dans le sud de l'Allemagne de thématiques et d'un vocabulaire qui n'ont pas grand-chose à envier à l'AFD.

Mais ces prises de position pèsent sur le climat politique, et le gouvernement, deux mois seulement après avoir restreint le droit d'asile, a présenté une série de propositions sécuritaires, avec notamment le

renforcement des effectifs policiers, la possibilité pour l'armée d'intervenir en cas d'attaque terroriste, l'expulsion plus rapide des étrangers condamnés à des peines de prison. Les politiciens, aussi impuissants qu'ici à lutter contre le terrorisme, en rajoutent dans la démagogie anti-immigrés, réclamant d'interdire la burqa ou de priver de la nationalité allemande ceux qui ont participé à des actions terroristes à l'étranger.

Loin d'affaiblir l'extrême droite, la course derrière l'électorat de l'AFD ne pourra que renforcer les courants réactionnaires et répandre un peu plus, en Allemagne aussi, le poison de la xénophobie.

Alice Morgen

Éthiopie : la répression contre la révolte



Le geste de Feyisa Lilesa dénonçait la répression en Éthiopie.

Médaillé d'argent au marathon lors de la dernière journée des JO à Rio de Janeiro, l'Éthiopien Feyisa Lilesa a franchi la ligne d'arrivée les bras levés et croisés, les poings fermés, en signe de soutien aux victimes de la répression en Éthiopie.

Cela a eu le mérite d'attirer l'attention sur la situation politique dans ce pays de plus de 90 millions d'habitants, un des plus peuplés d'Afrique.

Fin 2015, les autorités éthiopiennes ont dû faire face au mécontentement de la population de l'Oromia, proche d'Addis-Abeba, la capitale. Le nouveau projet Master Plan du gouvernement pour agrandir la ville était à l'origine de la colère. Car c'était l'occasion pour le gouvernement de s'accaparer des terres agricoles, afin de pouvoir les vendre ou les louer à de riches particuliers ou à des financiers internationaux.

De 2008 à 2011, l'Éthiopie a ainsi mis en location

au moins 3,6 millions d'hectares de terre. À Gambela, dans l'ouest du pays, 42 % des terres cultivables sont commercialisées et proposées à la location aux investisseurs. D'autres régions sont tout autant concernées.

Les paysans ne voulant pas être délogés de leurs terres ont déclenché des mouvements de protestation, rejoints par les populations de villes environnantes. Les autorités ont envoyé la police et l'armée pour les réprimer, faisant au moins 70 morts. Cela a entraîné le soutien des étudiants d'Addis-Abeba au mouvement, ainsi que d'une partie de la jeunesse éthiopienne, qui voit les villes s'agrandir et s'embellir, avec des boutiques modernes

pleines de marchandises que les jeunes ne peuvent s'offrir, la majorité d'entre eux étant sans travail.

Depuis 2015, selon les ONG, il y aurait eu des centaines de morts, des dizaines de milliers d'arrestations, des disparitions, et de nombreux cas de tortures. Les 6 et 7 août derniers, Amnesty International a parlé de près de 100 morts et de centaines de blessés, après que la police a tiré sur les manifestants dans plusieurs villes de province. La répression s'ajoute à l'absence de libertés d'expression et d'organisation. Seuls sont permis les journaux muselés, les partis et les syndicats qui ne contestent pas le pouvoir.

Dictature, paysans expulsés des terres, jeunesse en révolte : tous les ingrédients sont réunis pour une explosion sociale.

Paul Goumar

Haïti : l'ONU et le choléra

Après des années de dénégations, l'ONU vient de reconnaître du bout des lèvres que la souche de bactérie à l'origine de l'épidémie de choléra qui frappe Haïti depuis 2010 y a été introduite par des casque bleus.

Les eaux usées d'un bataillon de soldats népalais de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) ont contaminé la rivière dans laquelle elles ont été déversées. La maladie s'est ensuite répandue de façon dramatique, dans un contexte de chaos sanitaire aggravé par le séisme intervenu quelques mois plus tôt dans ce pays, parmi les plus pauvres du monde.

Alors que le choléra

n'avait pas frappé Haïti depuis cent cinquante ans, l'épidémie actuelle serait la pire que le monde ait connue depuis des décennies. 800 000 personnes ont été touchées, presque 8 % de la population, et 10 000 sont décédées.

Des ONG se battent depuis des années pour faire reconnaître la responsabilité de l'ONU, espérant lui faire payer des compensations pour les victimes et

des moyens pour protéger la population. Il serait question de quelque 40 milliards de dollars. Mais il est improbable que l'ONU paye, car elle est protégée par une immunité qu'elle a déjà fait jouer dans cette affaire. Bien loin de fournir à la population les moyens sanitaires les plus élémentaires, les grandes puissances envoient des troupes défendre ce qu'elles appellent la stabilité du pays, c'est-à-dire un ordre conforme à leurs intérêts et à ceux de la bourgeoisie locale, sans se soucier des conséquences pour la population.

Nicolas Carl



Manifestation contre l'ONU.